

Un parc scolaire vétuste

ENSEIGNEMENT Une école bruxelloise témoigne de l'état des infrastructures en FWB

- Depuis plus de deux ans, des élèves de maternelle et de primaire ont classe dans un vieux hangar.
- Les professeurs de l'école se sont mis en arrêt de travail pour attirer l'attention des autorités.
- Une délégation de la Fédération Wallonie-Bruxelles s'est rendue sur place pour planifier dans l'urgence des travaux à court et long termes.

Hasard cynique : c'est au bout de la Rue de l'École moderne qu'une centaine d'élèves de classe maternelle et primaire de l'école fondamentale Les Goujons ont cours depuis plus de deux ans... dans un hangar vétuste. Pas de fenêtres, toiture non isolée, hygiène « limite »... la liste n'est pas exhaustive selon le personnel de l'école. Réunis devant le bâtiment à Anderlecht, ils sont une soixantaine ce mercredi matin à l'ouverture de l'école. Accompagnés par leurs collègues de l'Athénée Leonardo Da Vinci attenant, ils protestent contre des conditions de travail qu'ils qualifient « d'impossibles ».

Emmitouffée dans son manteau, dans le noir du petit matin d'hiver, une institutrice qui souhaite rester anonyme confirme : « Les conditions de travail ne sont pas normales. La remédiation, je dois la donner dans le couloir. Pas de salle de gym, pas de local pour les professeurs : tout se fait dans la même classe, sans chauffage. » Des photographies montrent des professeurs, couverture sur

le dos, enseigner sous des néons dans des locaux où la tôle ondulée ne retient pas l'eau en cas de pluie. Les classes, divisées à l'aide de contreplaqué, ne sont pas insonorisées. Une vidéo réalisée par les syndicats témoigne de l'état de ce hangar que l'on ne peut voir que de l'extérieur ce mercredi matin. L'accès ayant été restreint au personnel, aux syndicats et aux membres de la Fédération Wallonie Bruxelles (FWB) dépêchés sur place pour remédier à la situation.

« Quand on est fier de ses écoles, on ne les cache pas », glisse Fabrice Pinna, permanent régional de la CSC-Enseignement, un des trois syndicats appelés par les membres du personnel. Il fait partie de la réunion de concertation qui s'est tenue dans la foulée de cet arrêt de travail. « Le préfet et la directrice ont interpellé les autorités à plusieurs reprises, mais les solutions concrètes se sont fait attendre, ajoute-t-il. Au départ, l'installation devait être provisoire. Cela fait deux ans que cela dure. »

Fabrice Pinna est même étonné que les professeurs ne les aient pas appelés plus tôt : « Il y avait l'espoir d'habiter un bâtiment du complexe, explique le directeur de l'Athénée royal Leonardo Da Vinci, Yannick Rolland. Un bâtiment devait en effet être rénové pour accueillir les classes mais il a fallu du temps pour reloger ceux qui l'occupaient à l'époque. Puis, le chantier a subi de nombreux retards. » Après concertation, des financements d'urgence ont été débloqués par la FWB et la rénovation devrait débuter en février.

Elle ne sera toutefois pas terminée avant la rentrée 2020. « En attendant, on cherche des solutions transitoires pour reloger les élèves », avance Magali Moyart, présidente de la CGSP-

Enseignement Bruxelles. Une nouvelle réunion aura lieu lundi mais d'ici là, personne ne sait quand ce hangar sera effectivement évacué. »

« La situation n'est pas acceptable », avance Mathurin Smoos, directeur général du service des infrastructures scolaires de la FWB qui a participé à la concertation ce mercredi ayant permis de débloquer un financement d'urgence. Le retard pris dans cette rénovation est représentatif de l'ampleur des travaux à réaliser sur le parc scolaire du réseau officiel. « Les grandes villes comme Bruxelles sont sous forte tension démographique pour les nouvelles places dans les écoles, poursuit le directeur général. Il est donc impossible de déplacer les élèves faute de place disponible, ce qui rend encore plus compliquée la rénovation des locaux utilisés. »

Le parc des établissements de la FWB est ancien : plus de 90 % des infrastructures scolaires datent d'avant les années 1980, avec des bâtiments qui remontent parfois au XIX^e siècle. « Dans ce parc, 43 % des bâtiments sont en préfabriqué, comme une des ailes en RTG de l'école Les Goujons, ajoute Mathurin Smoos. Certains n'étaient prévus que pour durer une quinzaine d'années. Certaines structures sont donc en fin de vie. Sur un total de 2.777 bâtiments, il faut tenter de répartir les budgets au mieux entre sécurité, énergie... »

Depuis trois ans, la politique menée consiste à effectuer des travaux d'assainissements complets, plus coûteux. « Ce n'est pas l'apanage du réseau officiel : les écoles des autres réseaux sont également concernées », rappelle le directeur général des infrastructures scolaires de la FWB. Construire un bâtiment, ça prend du temps. Il n'y a pas de baguette magique. » ■

MARIE THIEFFRY

FONDS DÉDIÉS**Le budget
« rénovation »
du réseau officiel**

Le budget annuel pour les rénovations des 2.777 bâtiments du réseau d'enseignement organisé par la Communauté française repose principalement sur un cumul de quatre programmes illustrant l'ampleur de la problématique :

- ▶ La dotation de base minimum au « Fonds des bâtiments scolaires de la Communauté française ». Elle qui s'élève actuellement à près de 34 millions d'euros.
- ▶ Le « Programme prioritaire des travaux » qui, pour sa part, concerne tous les réseaux. L'allocation budgétaire de ce programme, tous réseaux confondus, s'élève à près de 50 millions d'euros pour 2019. Dans ce budget, 7 millions sont dédiés aux écoles de l'enseignement organisé par la Communauté française. Un programme augmenté de 4 millions supplémentaire l'an passé.
- ▶ Un nouveau « Fonds pour la création de places dans les zones en tension démographique » créé en 2018. Ce programme concerne également tous les réseaux à hauteur de 20 millions d'euros. 4,3 millions sont dédiés au réseau officiel.
- ▶ Depuis 2018, le Fonds des bâtiments scolaires de la Communauté française peut être alimenté par les réserves financières disponibles des établissements du réseau (au-delà de la réserve minimum légale). Ces réserves disponibles constituent globalement, pour l'ensemble des prochaines années, un potentiel de financement pour les infrastructures du réseau de l'ordre de 100 à 200 millions d'euros.

M.TH.